

Réponse Etienne DESMET (position personnelle – Pas le Grand Poitiers)

Question 1 :

Dans un contexte de développement fort du secteur numérique, il me semble important que l'ARCEP adapte ses priorités et ne se contente pas d'être le régulateur sectoriel d'un secteur devenu concurrentiel, mais deviennent un acteur important dans la transformation numérique.

Question 2 :

Le bilan de l'ARCEP me semble globalement positif. L'ouverture à la concurrence du secteur des télécoms s'est accompagnée de l'émergence de plusieurs catégories d'acteurs solides qui sont partis pour perdurer dans le paysage concurrentiel français : aussi bien des grands groupes que des plus petits et locaux qui ont aussi une carte à jouer. Seul petit regret : l'accompagnement des collectivités locales (et leurs partenaires locaux) sur la fin du monopole est perfectible, ce qui induit une distorsion de fait dans la pratique locale. Cela aboutit également à leur insécurité juridique vis-à-vis de la propriété des infrastructures d'accueil puisqu'aujourd'hui encore des conférences et formations traitent spécifiquement du sujet et la doctrine semble relativement peu figée quand on s'y intéresse en pratique. De fait, en matière de gestion locale des réseaux souterrain, les gestionnaires de voirie ne comprennent souvent pas la situation, parle d'Orange comme d'un « concessionnaire », ce dernier en jouant souvent (et de son statut de dépositaire du service universel) pour s'octroyer des avantages indus. On remarquera toutefois, via le GRACO, un mouvement d'association bien venu des collectivités locales à ses problématiques.

Sur les objectifs identifiés, je les partage globalement. Je précise, à propos du chantier de l'ouverture à la concurrence du secteur des entreprises, que pour les plus petites d'entre elles, le problème est parfois moins la disponibilité d'un service adapté et performant que la connaissance des possibilités offertes, la compréhension du marché existant ou la capacité à formuler son expression de besoin. Dans les zones dépourvues de concurrence, les Réseaux d'Initiative Public ont, me semble-t-il, fait un travail important de dynamisation concurrentiel. Il s'agit, en fait, encore une fois, d'un héritage de la période du monopole. Aujourd'hui, les moins bien informés, pensent toujours qu'Orange est le seul fournisseur (sérieux) et ne font pas jouer la concurrence, acceptant, du coup, des conditions tarifaires très élevées. La stratégie d'ouverture doit donc, nécessairement, s'accompagner de la poursuite de l'évangélisation sur la fin du monopole.

Concernant la connectivité mobile, je pense que celle-ci doit s'accompagner d'un travail, en collaboration avec l'ANFR, sur l'étude de son éventuel impact sanitaire, préalable, indispensable à son acceptation.

Concernant la neutralité du net, je pense effectivement qu'il est nécessaire d'avancer dans ce sens, un peu sur le modèle de la FCC américaine. Toutefois, il faut prendre garde à ne pas se définir des objectifs contradictoires, voire impossible à atteindre. La neutralité du net pose également le problème du partage de la valeur générée par le numérique, ainsi que le partage des coûts de réseau et mettra l'Autorité aux prises avec des multinationales très puissantes. Par ailleurs, ce partage posera forcément la question de la taille des opérateurs français que d'aucuns considèrent trop petits pour résister à la pression des « GAFA » dans la lutte pour le partage des revenus, voire à la merci d'OPA, et donc la poursuite de la consolidation sectoriel.

La FCC américaine peut certainement se permettre beaucoup de choses car les opérateurs américains sont très gros, peu soumis à la concurrence sur leur marché intérieur et très puissants et que les fameux GAFA sont tous américain également...

Question 3 :

Je ne suis pas convaincu par le constat élaboré sur le levier 1. A l'heure actuelle, parler de convergence fixe-mobile me paraît présomptueux pour décrire des offres qui sont essentiellement des packaging commerciales et des moyens de fidélisation du client au travers d'offres imbriquées et permettant la mise en place de stratégies défensives à l'occasion de l'arrivée du 4^{ème} opérateur mobile. Une véritable offre quadruple play serait la mise en place de services innovants tirant parti de cette convergence : des « flotte familiale », des services partagés entre le domicile et le mobile, des rebonds d'appels, des services de domotique tirant pleinement parti de la mobilité, des VPNs entre les différents devices permettant l'échange sécurisé de données, etc...

Je pense que le levier serait autant cette convergence que le développement de contenus et de services au niveau des opérateurs, leur permettant de participer à la compétition pour le partage de la valeur.

Je suis réservé sur le levier 2. Je partage l'avis de l'Autorité concernant le partage des investissements dans le fixe, mais je déplore la complexité du cadre qui le rend réservé aux connaisseurs qui en suivent l'évolution depuis le début. Je pense d'ailleurs qu'une telle complexité débouche forcément sur l'obligation perpétuelle, pour l'Autorité, de gérer de plus en plus de cas particuliers (par exemple, le positionnement des PBo, les règles de fixation du prix des prises FTTH dans les RIP) afin de faire fonctionner le cadre mis en place. Je pense que l'un des objectifs du régulateur devra être de simplifier le cadre aussi vite que possible.

Sur le partage des infrastructures mobiles (installations actives notamment), il me semble nécessaire dans les zones rurales et nuisibles dans les zones tendues car il va tendre à réduire la capacité des réseaux à accueillir de nouveaux clients. Toutefois cela devrait rester à l'initiative des opérateurs afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence. Pour autant, elle peut être accompagnée au travers d'obligations choisies lors de l'attribution des fréquences notamment.

Je suis réservé sur le levier 4. La stratégie adoptée est celle du temps long et de la migration progressive en créant un label dont l'objectif est de décourager le particulier d'utiliser le réseau cuivre. Pourtant, si ce réseau est réellement obsolète, une rapide analyse de la valeur devrait conduire le client à opter pour la fibre quand le choix lui est proposé. Je pense que lui interdire ce choix n'est pas le meilleur moyen de favoriser la diffusion du très haut débit car il va en accentuer le côté arbitraire. Par ailleurs, le client souhaitant disposer seulement d'un accès téléphonique (il y en a !) devrait avoir la possibilité de ne pas souscrire une offre packagée (et chère) contenant des services qu'il ne souhaite pas. Il me semble qu'en la matière, on anticipe un peu trop (avec l'ambition de permettre la rentabilisation du capital investi) et qu'il vaudrait mieux avancer sur cette réflexion quand l'infrastructure est prête et connaît un engouement né de son incontestable supériorité technologique.

Question 4 :

L'intervention des collectivités locales semblent indispensable en zone rurale, où les opérateurs ne vont pas spontanément. Cela pose inévitablement la question du partage des coûts (en l'absence de péréquation possible avec les zones rentables), en partie résolue par le FSN, et celui de la cohérence de l'intervention publique au regard des multiples acteurs amenés à intervenir. Sur ce dernier point, l'ARCEP a effectivement un rôle important à jouer afin d'assurer la pérennité des investissements publics consentis en zone rurale et éviter un transfert de valeur du public vers le privé à cette occasion.

Je suis plus réservé sur l'intervention publique concernant la couverture mobile des zones excentrées. Il ne me paraît pas choquant que des zones très difficiles ne soient pas couvertes à tout prix. A tout le moins, une évaluation des bénéfices réelles doit être prévue (combien d'abonnés se sont connecté ? Quel volume de données ? Combien de minute de connexion) et l'extinction d'un site inutile ou presque doit pouvoir être envisagée avec un partage des coûts entre les opérateurs et les collectivités qui se lancent dans l'aventure.

Question 5 :

Je pense qu'il s'agit là avant tout du métier des opérateurs et que ceux-ci devraient être surtout aiguillonnés par le besoin de se démarquer de leur concurrent par une excellente qualité de service. A ce titre, des observatoires impartiaux de la qualité de service (débit, taux de panne, délai de mise en service) sont des initiatives à poursuivre, mais il me semble inutile d'aller plus loin si ce n'est une meilleure publicité de ses résultats.

Question 6 :

Levier 1 : Il me semble indispensable d'assortir l'attribution des fréquences (notamment bande basse) d'objectifs de couverture tel que les voies ferrées (surtout) et les routes (avec la perspective de voitures autonomes) afin de permettre aux usagers d'utiliser leurs outils pendant leur trajet qui, du coup, ne sont plus des temps morts, mais de véritable temps de productivité qui pourrait être décompté du temps de travail effectif. C'est accompagner et même devancer une véritable avancée dans l'organisation du travail.

Levier 2 : ce point rencontrera une complexification supplémentaire avec l'arrivée et peut être le développement des smartphones multi-SIM permettant de se connecter sur le meilleur réseau disponible.

Question 7 :

Comme évoqué plus haut, je pense qu'un premier levier important consisterait à insister sur la fin du monopole et diffuser l'idée que, dans les télécoms aussi on peut demander des devis à plusieurs entreprises et faire jouer la concurrence. En ce sens, l'atelier proposé en levier 2 me paraît une excellente idée et pourrait être accompagné d'un atelier sur l'aménagement de zones et incluant les promoteurs, les aménageurs et les collectivités locales.

Par ailleurs, de nombreuses PME ou structures associatives me font part de leur désarroi devant le maquis des télécoms, le niveau de compétence nécessaire pour le comprendre, et les faibles moyens qu'ils peuvent y mettre (aussi parce qu'elles ne voient pas toujours leur intérêt en la matière).

En revanche, la création d'un duopole me paraît contrebalancée par la vigueur de certains opérateurs locaux et leur nombre. Ils me paraissent être le support idéal pour servir les PME, à partir du moment où les opérateurs ayant une influence significative sur le marché ne sont pas en capacité de les asphyxier.

De ce point de vue, le levier 1, qui me semble être nécessaire, constitue un risque de déstabilisation de leur économie et de l'économie des RIP en général.

Question 8 :

Dans le domaine des objets connectés, les solutions sont aujourd'hui techniquement très disparates et le marché n'a pas encore permis de faire émerger une tendance majoritaire. Il me semble donc prématuré et délicat, pour l'Autorité, d'agir réglementairement sans fausser le jeu de la concurrence.

Il est toutefois probable que le développement numérique se fera essentiellement par le biais de la mobilité, ce qui suppose, pour l'Autorité, de travailler à faciliter l'accès de la ressource fréquentielle au plus grand nombre d'acteurs intéressés afin de stimuler la compétition et de faire émerger des innovations intéressantes.

Concernant la thématique des territoires intelligents, je note que ce terme ne regroupe pas seulement la mise en place de solutions techniques dans la ville permettant de la quantifier, de la mesurer et de la gérer. Cela concerne aussi la possibilité de réaliser d'accéder à des services en ligne (formalité, paiement, open data...), de favoriser l'émergence d'un éco-

système autour du numérique et de mettre en place les conditions de développement de l'e-citoyenneté et de l'e-inclusion. Dans ces derniers domaines, je peine à voir les actions que pourraient mettre en place l'Autorité et concernant la « mise en donnée » de la Ville, je pense qu'il est prématuré d'envisager une action en régulation.

Question 9 :

Le sujet de la neutralité du réseau Internet recoupe plusieurs réalités : d'une part celui des possibilités techniques des réseaux et d'autre part celui des coûts et de leur répartition.

La neutralité de l'internet n'est pas en vigueur, aujourd'hui, sur les réseaux mobile, pour des raisons essentiellement technologiques. Les bandes passantes hertziennes sont nécessairement partagées par tous les utilisateurs situés sur une même zone et il y a une limite au nombre d'utilisateur adressable. Du coup, autoriser certains types de trafic engendre automatiquement une baisse considérable du confort de la plupart des utilisateurs au profit de quelques-uns.

On remarquera que cette remarque est valable également pour les réseaux fixes, qu'il s'agisse du câble ou de la fibre optique, toutefois, les seuils sont plus élevés, les canaux moins perturbés et le coût d'utilisation de la fréquence est nul (là où celui des réseaux mobiles est très élevé).

A cette problématique, s'ajoute celle de la répartition des coûts. J'ai le sentiment qu'aujourd'hui, les opérateurs de détails sont coincés entre la nécessité de fournir le meilleur service à leur client final, sous peine de le voir partir à la concurrence qui est très vive, et le souci de maîtriser leurs coûts. Ce souci de service passe aussi bien par la délivrance d'un accès de qualité au niveau de l'utilisateur final que par des accords d'interconnexion avec les plus gros fournisseurs de contenus (la sphère alphabet avec le moteur de recherche google et youtube par exemple), préalable indispensable pour offrir un accès performant à ces services recherchés et offrir la meilleure expérience utilisateur, sous peine de voir le consommateur partir à la concurrence.

Ce consommateur étant lui-même captif de ces services en ligne par le biais de situations monopolistique ou duopolistique de fait, la différenciation se fait au détriment des opérateurs qui voient leurs marges s'éroder sous l'effet de la pression des dépenses d'investissement et en même temps la valeur être déplacée vers des acteurs différents, non soumis à régulation et extrêmement puissants.

Il y a là, je pense, un travail à mener pour l'Autorité afin que la neutralité d'Internet ne se transforme pas en piège pour des opérateurs obligés à investir pour offrir un service indifférencié, mais incapable de monétiser ces investissements, ce qui provoquerait à terme leur perte. Il me semble trop tard pour faire mieux que limiter les impacts négatifs de cette situation, toutefois, il est temps de favoriser l'éclosion des géants de demain qui seront européens et sauront tirer parti de la neutralité du net, voire de favoriser l'investissement des opérateurs actuels dans les contenus.

Sur ces questions, l'ARCEP a développé une expertise technico-économique très forte sur la question des réseaux et des marchés de détail et de gros. Il lui resterait à développer (à moins que cela ne soit déjà le cas) des compétences autour de l'économie du numérique en général et des nouveaux modes de consommation.

Question 10

Pas de contribution

Question 11

Il me semble que les chiffres nationaux de parts de marchés des différents opérateurs sur les marchés du fixe masquent une disparité très grande sur le territoire. Sur certains

secteurs, très concurrentiels, il est clair que la régulation met Orange en difficulté en l'empêchant de lutter à armes égales avec ces rivaux. Il s'agit aussi souvent des plus forts viviers de revenus. Toutefois, Orange reste l'acteur majeur dans les territoires moins denses car il reste, 20 ans après sa privatisation, l'acteur de référence (voire l'unique) dans l'esprit des particuliers, des professionnels et des décideurs. Il est également extrêmement implanté dans le tissu local, ce qui lui permet d'évincer la concurrence à la source.

Il me semble donc que la régulation asymétrique a encore toute sa place dans la majeure partie du territoire français (en superficie). Toutefois, il semble utile que les outils de cette régulation soient rendus plus souples et plus compréhensibles afin de permettre à l'Autorité d'être plus réactive. La prise en compte de l'avis des collectivités territoriales, qui sont considérablement montées en compétence sur ces sujets ces dernières années, et de leur représentants paraît nécessaire également.

Il me semble enfin que les principes actuels de régulation sont d'une singulière complexité générant un coût important pour tous les acteurs pour les comprendre et les mettre en œuvre. Par ailleurs cette complexité la rend inintelligible des usagers finaux (particuliers comme professionnels) ce qui complique la négociation tarifaire (pour les professionnels) et la compréhension des mécanismes en jeu (pour les particuliers). La simplification devrait être un objectif pour l'Autorité, ainsi que la publicité et la pédagogie au plus grand nombre.

Question 12 :

Je pense que l'ARCEP améliorera la lisibilité de son action en simplifiant le cadre au maximum et en faisant une publicité de masse de son action et des principes généraux de son cadre. Cela peut passer par une communication presse institutionnelle vers les journaux spécialisés et les revues économiques. Cela peut passer par une présence plus forte sur les sites Internet spécialisés sur lesquelles beaucoup d'infos circulent, avec un niveau de précision très variable.

Cela passe aussi par le développement de nouveau type d'outil comme les webinars, avec possibilités d'interaction, permettant de mettre en avant certains thèmes abordés par le régulateur au travers de sujets intéressant directement les usagers finaux.

Question 13 :

Pas de contribution

Question 14 :

L'adoption d'un cadre trop contraignant freine l'innovation qui est, par nature, en opposition avec l'ordre établi et les positions figées qu'elle cherche justement à bousculer... pour créer un nouvel équilibre.

Donner un cadre pour favoriser l'expérimentation permettrait certainement de développer l'innovation, mais essentiellement au profit d'acteurs déjà installés, ayant les moyens de composer avec ce cadre et la volonté de ne pas trop le bousculer, et donc au détriment des innovations disruptives, généralement portées par des entrants.

De mon point de vue, le meilleur moyen de développer l'innovation est d'adopter un cadre très peu contraignant (en plus d'un environnement général propice) pour permettre la prise de risque et son éclosion spontanée, ce que ne permet pas l'innovation trop contrainte.

Question 15 :

Pas de contribution

Question 16 :

L'information du grand public me semble être une évolution indispensable. La mise en place de données en open data, outre les réutilisations possibles et avantageuses pour la transparence des informations, permettra aux usagers de comprendre les mécanismes en jeu. Ceci ne peut que les rendre plus acceptables alors que ce qui est inconnu ou flou est plutôt perçu comme arbitraire et peu acceptable.

Cette démarche pourrait s'accompagner utilement d'une dimension crowdsourcing permettant aux utilisateurs des données de faire remonter les erreurs ou de proposer des améliorations, voire des applications intéressantes à partir des données open data. Cela suppose tout de même son lot de précaution en la matière, la majorité du public était peu connaisseur et susceptible de faire remonter, à son insu, des informations fausses si on lui demande quelque chose de trop précis ou trop technique.

Toutefois, si je trouve utile cette ouverture des données, je ne vois pas bien en quoi elle constituerait un outil de régulation en tant que tel.

Question 17 :

Pas de contribution

Question 18 :

Pas de contribution

Question 19 :

Il paraît, en effet, nécessaire que l'ARCEP échange un maximum de pratiques avec ses homologues européens, mais aussi mondiaux. C'est une source d'enrichissement et une mise en perspective indispensable au moment de prendre des décisions affectant une sphère concurrentielle.

Question 20 :

Je pense que l'ARCEP pourrait se doter (ou développer) d'un réseau de contributeurs de terrain (ou développer des commissions d'évaluation spéciale sur le sujet avec les partenaires existants) afin d'évaluer les impacts de sa régulation au plus près des pratiques quotidiennes. Cela lui permettrait également de repérer et de prendre en compte les dérives, inévitables, entre la théorie élaborée et la réalité observée.